

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/C/W/31**

6 août 1996

(96-3136)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## PROPOSITION DES ETATS-UNIS CONCERNANT LA NOTIFICATION RELATIVE AU RESPECT DES ARTICLES 3, 4 ET 5 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

La délégation des Etats-Unis a demandé que la proposition ci-après, faite à la réunion du Conseil des ADPIC qui a eu lieu du 22 au 25 juillet 1996, soit distribuée.

L'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC oblige tous les Membres de l'OMC à notifier au Conseil des ADPIC toutes les lois et réglementations se rapportant aux obligations découlant de l'Accord. Les prescriptions relatives au traitement national et au traitement de la nation la plus favorisée énoncées aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord sont applicables aux pays développés et aux pays en développement un an après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, ou le 1er janvier 1996. En conséquence, les pays développés et les pays en développement Membres doivent notifier au Conseil des ADPIC qu'ils se sont conformés à ces dispositions.

Cette notification peut prendre la forme d'une notification complète de toutes les lois et réglementations concernant la propriété intellectuelle, laquelle est déjà obligatoire pour les pays développés. Toutefois, nous notons que cette forme de notification peut se révéler lourde pour les Membres qui ont choisi de se prévaloir d'une période de transition avant de modifier leur législation nationale dans le but de se conformer aux autres dispositions de l'Accord sur les ADPIC, ainsi que pour le Secrétariat de l'OMC qui doit maintenant recueillir, reproduire et distribuer ces législations. Nous notons également que la notification des dispositions spécifiques des lois et réglementations qui mettent en oeuvre les obligations énoncées aux articles 3, 4 et 5 peut se révéler difficile car ces dispositions ne se prêtent pas facilement à la notification d'une législation spécifique.

En conséquence, les Etats-Unis suggèrent que, pour s'acquitter de leur obligation de notification, les pays en développement aient le choix suivant:

- 1) notifier toutes les lois et réglementations faisant partie de leur régime de protection de la propriété intellectuelle; ou
- 2) remplir une formule consistant en une déclaration générale indiquant que les lois et réglementations du Membre offrent aux ressortissants des autres Membres de l'OMC au moins le niveau de protection de la propriété intellectuelle que ce Membre offre à ses propres ressortissants, et qu'il étend sans condition aux ressortissants de chaque Membre de l'OMC tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés aux ressortissants de tout autre pays. Selon cette option, toute exception à cette déclaration générale serait notifiée expressément, qu'elle soit établie par une disposition d'une loi nationale ou un accord international. En outre, dans la mesure du possible, les dispositions pertinentes des lois et réglementations concernées se rapportant au traitement national et au traitement de la nation la plus favorisée seraient notifiées.